M 2485- 101 3F.

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n°103 NOV. 82 / 3ff./30fb./2fs./0.70 cts. can.

la "gauche" est l'arme principale contre le prolétariat

La bourgeoisie mondiale et notamment celle des pays industrialisés ne peut plus compter, aujourd'hui, sur une quelconque prospérité économique, ni même sur une perspective réelle de sortir de la situation présente. Au contraire, sur ce plan là, toutes ses cartes sont épuisées et ont montré, une à une, leur inefficience depuis le début de la crise.

Ne pouvant ni donner, ni faire espérer en des lendemains meilleurs, la bourgeoisie ne peut que tenter d'empêcher ou de stériliser les mouvements de mécontentement qui surgiront inévitablement, de décourager et de rendre impuissante la seule classe qui pourrait, elle, offrir une autre perspective à l'humanité : la classe ouvrière.

Pour cette sale besogne, elle utilise, à fond, ses fractions de gauche dites "ouvrières" : les partis et les syndicats. En effet, les forces de gauche de son appareil politique sont sa seule chance d'éviter que le mécontentement général ne se transforme en un affrontement direct contre l'Etat avec tous les dangers que cela comporte pour elle et pour son système.

Dans les pays où elle est forte, du fait de son économie ou de son expérience, elle réussit à utiliser sa gauche dans l'opposition. En effet, plus la gauche apparait éloignée des responsabilités de l'Etat, plus elle peut être efficace contre la classe ouvrière.

Ainsi, en Grande-Bretagne où pourtant la situation économique est catastrophique, les travaillistes et les syndicats ont réussi, jusqu'à maintenant, à empêcher toute réaction significative et cela malgré la brutalité de la politique sociale de Thatcher. Il y a quelques mois, en Belgique et plus récemment au Danemark, à la veille de prendre des mesures anti-ouvrières draconiennes, la bourgeoisie a renvoyé précipitamment sa gauche dans l'opposition. Aujourd'hui, c'est au tour de la social-démocratie allemande de céder la "responsabilité" directe de l'Etat pour retourner dans l'opposition.

Dans la période actuelle d'accélération de la crise où la bourgeoisie ne peut qu'accentuer son exploitation et où la classe ouvrière ne peut qu'entrer de plus en plus ouvertement en lutte contre le système capitaliste, la gauche n'a des chances d'assumer sa tâche d'encadrement et de dévoiement des luttes qu'en étant dans l'opposition. Cette place lui permet de ne pas apparaitre comme un défenseur du capital, c'est à dire comme l'ennemi aux yeux des ouvriers, et d'occuper avec une certaine efficacité le terrain social.

(suite p.2)

EDITORIAL

Si on regarde superficiellement les événements qui ont marqué le monde ces derniers temps, ils semblent ne confirmer que la chute libre dans la barbarie : partout dans le monde, la crise économique s'accélère à un niveau sans précédent, sans qu'il y ait de réaction ouverte de la classe ouvrière. Les ouvriers semblent dispersés, isolés, ballotés par les faux fuyants de la "gauche".Et quand ils réagissent, comme en Pologne, ils se font réprimer. Pendant ce temps, la bourgeoisie continue à faire peser sa perspective guerrière sur la société : après s'être servi de des massacres au Moyen-Orient pour justifier hypocritement, au nom de l'"humanisme", le renforcement de l'implantation militaire occidentale, les états-majors occidentaux ont discrètement doublé les forces d'intervention "pacificatrices" au Liban, forces qui assurent la continuation du nettoyage commencé par les armées israeliennes. La guerre continue entre l'Iran et l'Irak, tous les budgets militaires augmentent...

Pourtant, c'est dans cette pourriture qu'existent et que germent en profondeur les possibilités d'une transformation du monde.

La crise,en s'accentuant de façon générale, enlève les dernières illusions sur les ressources du système capitaliste. L'ensemble de la bourgeoisie, y compris ses partis "ouvriers" a de plus en plus demal à justifier l'évolution des choses. En Pologne, si les ouvriers reculent, l'Etat n'a pas réussi à les écraser après deux ans d'efforts : cela, parce que tous les Etats ont peur des réactions des ouvriers, à l'Est comme à l'Ouest. Malgré son silence, le prolétariat a encore toutes ses forces : aucune idéologie n'a encore réussi à lui faire oublier la réalité pour lui faire suivre avec enthousiasme une cause qui n'est pas la sienne.

La guerre existe, et elle existera tant que le capitalisme vivra. Mais ce qui est marquant dans le monde actuel, c'est qu'il n'y ait pas encore eu de troisième guerre généralisée, alors que toutes les conditions objectives sont réunies pour. La seule chose qui l'empêche c'est la difficulté à embrigader le prolétariat dans les pays centraux du capitalisme.

Avec la dégradation de la situation, c'est la conscience de la nécessité de détruire le système qui se développe. Les affrontements entre la classe dominante et la classe productrice sont inévitables. Et ils sont devant nous.

CHOMAGE: LA FAILLITE OUVERTE DU CAPITALISME

La situation de la classe ouvrière des principaux pays occidentaux est en train de se modifier par rapport à celle qui avait prévalu dans les années 70. L'ensemble des problèmes que les ouvriers ont confrontés durant cette période, à savoir, la dégradation de leur pouvoir d'achat, l'augmentation des cadences, les licenciements et le chômage, sont en train d'acquérir des dimensions nouvelles.

D'ores et déjà les statistiques officielles de la bourgeoisie font apparaître des taux record en ce qui concerne le chômage et son accélération. En quelques mois le cap des 10 % de la population active au chômage a été franchi dans la première puissance industrielle du monde : les USA. En Allemagne fédérale, en un an, le nombre de chômeurs a augmenté de 45 %. En France, malgré toutes les mesures prises à grand renfort de publicité par le gouvernement "anti-chômage" du PS et du PC, le cap des deux millions a été franchi en janvier 1982 et n'a pas cessé depuis d'augmenter. Au Canada, en Belgique, ce sont près de 17 % de la population active qui sont directement touchés par l'inemploi. Dans l'ensemble des pays de la CEE le taux officiel de chômage dans la population active atteint désormais 10 %, soit le chiffre le plus élevé depuis la deuxième guerre mondiale.

Non seulement le chômage s'est accru simultanément et brutalement ces derniers mois dans la majeure partie des grands pays industrialisés, mais dans le même temps s'est amorcé ce que la presse bourgeoise appelle à juste titre la dégradation la plus importante du niveau de vie depuis la deuxième guerre mondiale. Pratiquement partout, quelle que soit la composition politique des gouvernements, au nom de la rigueur budgétaire, au nom "de la solidarité nationale face à la crise", les prolétaires ont vu leur niveau de vie gravement amputé, soit sous forme de blocage pur et simple de leurs salaires, soit par une augmentation des impôts, une augmentation de cotisation supplémentaire aux organismes de sécurité sociale, une diminution des remboursements de soins médicaux, soit carrément sous toutes ces formes à la fois (Belgique, France). Par ailleurs, pour les allocations chômage, toujours plus difficiles à obtenir, de nouvelles baisses sont à l'étude ou même ont commencé à entrer en vigueur.

En quelques mois, les "droits acquis" des salariés, déjà malmenés dans les années 70, mais que la bourgeoisie de droite et de gauche se faisait fort de préserver malgré les difficultés économiques du moment, ont commencé à s'évanouir en fumée.

l'attaque de la bourgeoisie ne fait que commencer

Cette attaque sans précédent de la bourgeoisie contre les conditions de vie de la classe ouvrière dans les pays centraux du capitalisme, pour aussi intense qu'elle soit, n'en est pourtant qu'à son tout début. Les ouvriers d'occident n'ont à ce sujet aucune illusion à se faire. Les records d'aujourd'hui et la situation dramatique qu'ils impliquent dès à présent pour une partie non négligeable des ouvriers, seront battus dans les mois et les années qui viennent, et de loin ! La misère noire telle que le capitalisme décadent l'avait engendrée notamment lors de la crise des années 30, commence à peine à se généraliser.

D'ailleurs, la bourgeoisie, ses partis de droite, de gauche et ses syndicats, ne cherchent même plus à prétendre le contraire. Tous, bien que chacun à leur manière reconnaissent que "la crise économique est internationale", que "le plus gros de cette crise est encore devant nous". Ce qui signi-

(suite p.6)

sommaire

la "gauche" : arme principale

(suite de la p.1)

La gauche dans l'opposition est l'arme essentielle qu'utilise aujourd'hui la bourgeoisie contre la reprise des luttes ouvrières.

Malgré toute cette stratégie, il y a des pays où les choses ne se passent pas si bien comme en Italie, en Grèce mais surtout en France où la gauche endosse toute la responsabilité des mesures anti-ouvrières. Au-delà de la perte de crédibilité que subissent ces fractions dans leur propres pays, ce type de situations, mais surtout celle qui existe aujourd'hui en France, va à l'encontre de l'ensemble de la stratégie.

L'exemple, actuellement étalé,de ce que fait la gauche au pouvoir entame la possibilité de toute gauche de présenter sa politique comme conforme aux intérêts de la classe ouvrière.

C'est en ce sens que la situation de la gauche au pouvoir représente non seulement un affaiblissement pour la bourgeoisie de ces pays mais surtout pour la bourgeoisie mondiale.

Ce n'est pas seulement le prolétariat en France, en Italie et en Grèce qui fait cette expérience, et qui en tire des leçons, mais l'ensemble du prolétariat mondial.

RFA. la gauche dans l'opposition

■Le gouvernement social-démocrate libéral qui a gouverné le pays depuis 69 est tombé. La chancellerie d'Helmut Schmidt est remplacée par celle d'Helmut Kohl. Les figures et les noms changent, mais les grandes lignes de la politique de l'Etat à Bonn demeurent inchangées. Elles consistent en des préparatifs de guerre continuels (sous le gouvernement social-démocrate les dépenses militaires ont triplé et les ventes d'armes à l'extérieur ont augmenté de près de 600 %)et des attaques contre le niveau de vie de la classe ouvrière de plus en plus fortes. En deux années d'austérité "socialiste" ouverte sous Schmidt, les salaires réels sont tombés de près de 1% l'année dernière et 4% cette année. En même temps, il y a eu toute une série de restrictions des services sociaux. Sur les 9,5 milliards de marks sauvés dans ce budget annuel, 8 milliards ont été récupérés directement aux dépens de la classe ouvrière et surtout des chômeurs, des vieux et des malades.

Le nouveau gouvernement démocrate-chrétien libéral ne fera pas mieux. Ils vont intensifier brutalement ces attaques, en s'appuyant sur la social-démocratie et les syndicats pour contrôler toute réaction de la classe ouvrière.

LA FIN DE LA PROSPERITE D'APRES-GUERRE

Les empoignades du gouvernement et de l'opposition lors du show du parlement à Bonn ont pour cause immédiate la crise économique. La crise mondiale du capitalisme, qui, depuis 67, s'est enroulée comme un serpent autour des chevilles du géant économique européen a, depuis deux ans, saisi l'Allemagne de l'Ouest à la gorge et ne la lâche plus. Dans cette période, la croissance économique réelle a complètement stagné. En 12 mois, jusqu'au printemps de cette année, le taux de chômage est passé de 3,8 % à 8,2%. En même temps, le nombre d'ouvriers à temps partiel a doublé. Dans les six premiers mois de 82, plus de 7 000 entreprises ont fermé dans la plus grande vague de banqueroutes depuis la guerre. Les commandes à l'industrie ont baissé de 10% dans certains secteurs à la même époque. L'hiver prochain, le chômage pourrait atteindre le niveau des trois millions étant donné les licenciements que préparent AEG et d'autres trusts. Plus encore que les records économiques de pire en pire, c'est l'incapacité croissante de l'Etat, lui-même au bord de la faillite à boucher les trous dans un bateau qui coule, qui est en train de causer la panique à bord. La récession actuelle s'est produite avec en toile de fond un boom massif (et momentané) des exportations. A la fin de l'année, Bonn avait réalisé le plus grand excédent commercial mensuel depuis la seconde guerre. C'était la première fois qu'une offensive d'exportation n'a pas réussi à " relancer l'économie". Avec un marché interne qui n'a fait que se rétrécir depuis maintenant trois ans, la fin de cette offensive d'exportation a brisé les derniers espoirs de "reprise".

Aujourd"hui, la crise qui en Allemagne de l'ouest avançait plus lentement, que partout ailleurs dans les années 70, est beaucoup plus rapide que dans toute autre grande puissance industrielle exception faite des USA. Le gouvernement de droite n'a pas plus d'idée de comment contrôler la situation que son prédécesseur, le "génie" de l'économie, Schmidt.

En fait, la signification du changement de gouvernement ne se trouve pas du tout dans le nouveau gouvernement , qui n'a rien de nouveau à offrir, mais dans la nouvelle opposition, le SPD.

LA REACTION DE LA BOURGEOISIE

Le plongeon de l'économie exige un niveau d'austérité qu'aucun parti "ouvrier" ne peut oser proposer sans mettre en danger sa capacité à influencer la classe ouvrière. Le ministre de l'économie, le libéral Comte Landsdorff, une figure particulièrement provocante pour les ouvriers, a reçu le privilège de provoquer la rupture finale de la coalition de Schmidt en demandant entre autres mesures, la réduction des allocations de chômage de 68% à 50% du salaire précédent.

Le départ du SPD dans l'opposition est donc le signal d'une furieuse offensive contre le niveau de vie de la classe ouvrière. Les jours de paix sociale et l'illusion de la collaboration des classes sont finis pour de bon. Le temps est terminé où les ouvriers allemands étaient "mieux traités" que dans les autres pays. Ce sera le contraire!

L'Allemagne de l'Ouest ne possède pas les enormes marchés intérieurs ni les réserves de matière première des USA, elle ne possède pas non plus le coussin financier de la City de Londres, ou le pétrole de la mer du Nord, comme la Grande-Bretagne, ni non plus des ventes d'armes à l'échelle de la France. C'est pour cela que la bourgeoisie allemande actuellement ne peut pas hésiter une seconde à attaquer ses propres travailleurs pour arriver à son but principal : sa compétitivité sur le marché mondial.

La bourgeoisie commence à faire pleuvoir des coups sur le *"géant endormi"* qu'est la classe ouvrière allemande. Cela ouvre la perspective du retour de cette force sur la scène de l'histoire. Ses prochains pas seront encore hésitants. Mais cela ne devrait pas nous empêcher de voir qu'une période de convulsions économiques et sociales est en train de s'ouvrir. C'est la fin de la stabilité allemande tant vantée. Et cela a des implications internationales immédiates . C'est l'effondrement du mythe que "travaillez dur, ça paye", en occident. Et cela porte de rudes coups aux illusions sur le capitalisme occidental en Europe de l'Est. Par dessus tout, cela veut dire que la bourgeoisie mondiale voit son champ de manoeuvre se réduire. Elle ne pourra plus attaquer les travailleurs en Grande-Bretagne, en Belgique ou en France avec la tranquille assurance que les choses ne bougeront pas au centre de l'Europe.

C'est pourquoi la bourgeoisie a dû réagir en Allemagne. Elle ne pouvait plus laisser ses forces "de gauche", liées à la social-démocratie, assumer l'entière responsabilité de la situation. Après 15 ans de pouvoir (dès 66, il a participé au gouvernement), le SPD retourne"dans l'opposition". Cela fait déjà un certain temps que la bourgeoisie se préparait à franchir ce pas. En développant un appareil d'opposition de base dans les syndicats, une gauche d'opposition dans la social-démocratie et en poussant le SPD de plus en plus dans un rôle d'opposition au niveau des communes et des régions avant d'aboutir au changement de gouvernement. Le départ du gouvernement du SPD n'a rien d'une "défaite ouvrière" : c'est une tentative de la bourgeoisie de mieux faire face aux réactions qu'elle prévoit, en ayant un parti qui puisse occuper le terrain du mécontentement en ayant une certaine emprise sur les ouvriers.

Le changement de gouvernement a été fait justement à cause de l'aggravation de la situation en Allemagne, alors que la menace d'une intervention du prolétariat allemand fournit aux ouvriers partout un plus grand champ d'action pour pouvoir démarrer un mouvement capable d'englober l'Allemagne elle-même. La roue de l'histoire s'accélère, et elle tourne contre la bourgeoisie.

D'après "Welt Revolution".

FRANCE
la gauche au pouvoir affaiblit la bourgeoisie mondiale

■*"Ils ne nous pardonnent pas de réussir"*. C'est ainsi que Delanoë, dirigeant du P.S, vient de répondre aux récentes attaques verbales de la droite.

La production ne cesse de ralentir, les faillites de se multiplier, le chômage de s'aggraver, et tout cela ne semble pas empêcher la gauche de "triompher".

Il est vrai qu'à l'image de l'ensemble de la bourgeoisie aujourd'hui, la gauche ne peut, comme ses prédécesseurs les Chirac, Barre et Cie, que s'auto-féliciter même si la réalité continue de prouver son incapacité fondamentale. Ce n'est pas que la gestion "socialiste" soit meilleure ou plus mauvaise que la gestion "libérale"; c'est que la bourgeoisie mondiale a affaire aujourd'hui à un problème insoluble pour elle: la crise mortelle de son système économique.

Par contre, il est un domaine où Delanoë n'a pas entièrement tort et où la gauche réussit mieux pour l'instant que la droite: c'est dans l'attaque portée par le gouvernement de gauche contre la classe ouvrière et ses conditions de vie: blocage des revenus, augmentation des impôts, des cotisations sociales, baisse de la "protection sociale", baisse du pouvoir d'achat, aggravation du chômage etc... Par la mise en place de ces mesures, la gauche a osé plus que la droite n'avait osé faire contre la classe ouvrière, a osé autant que la droite dans les autres pays.

Après des années de mensonge dans l'opposition pour entretenir des illusions chez les ouvriers sur une possibilité de s'en sortir et pour les empêcher de lutter, après un an de"pouvoir"-poudre aux yeux, la gauche ne peut empêcher aujourd'hui la classe ouvrière de constater que son niveau de vie a baissé plus que jamais et que son exploitation s'accentue.

De même, elle peut difficilement, après avoir pendant des années "dénoncé" la politique répressive de la droite,l'empêcher de constater le renforcement sans précédent de l'appareil répressif de l'Etat. Elle va même plus loin puisque ce que la droite n'avait pas pu faire, c'est Mitterrand et sa clique qui le font aujourd'hui: mise en place d'un espace"judiciaire" et d'un espace "policier" européens. Le prolétariat est ainsi averti: pour l'affronter, la bourgeoisie mondiale se serre les coudes et réunit toutes ses forces.

Enfin, après avoir pendant des années joué au "pacifiste", dénoncé la politique militaire de la droite, joué au défenseur des opprimés du Tiers-monde contre les méchants américains, elle peut difficilement aujourd'hui empêcher le prolétariat de constater que la France"socialiste" est plus que jamais alignée sur la politique du bloc occidental contre le bloc ennemi. Que pour cela, elle fait ce que la droite, sur laquelle pesait le Gaullisme et son "indépendance" par rapport au bloc, n'aurait pu vraiment assumer: envoyer un contingent français pour participer au "nettoyage" que fait le bloc occidental au Liban où les forces de "pacification" jouent le même rôle que l'armée israélienne.

Ce sont tous ces aspects de la réalité qui apparaissent de plus en plus clairement aux yeux de la classe ouvrière.

Ce n'est pas en se distribuant des satisfecit sur sa politique économique et sociale que la gauche peut cacher cette réalité.

Ce n'est pas en s'appuyant sur un soi-disant besoin de sécurité des français pour augmenter et rationaliser l'appareil répressif de la bourgeoisie que la gauche peut cacher cette réalité.

Ce n'est pas en voulant se donner le beau rôle de "pacificateur", tout en allant faire la police au nom du bloc au Liban que la gauche peut cacher cette réalité.

Maintenant qu'elle est au pouvoir, la gauche comme toute fraction de la bourgeoisie, montre que son seul but est la défense des intérêts de sa classe contre le prolétariat.

Elle montre ainsi son vrai visage, sa vraie nature de classe. Ce qui faisait sa force quand elle était dans l'opposition, son image "ouvrière", est en train de se dissoudre aujourd'hui.

Chaque jour qu'elle passe à assumer directement la politique de l'Etat bourgeois entame un peu plus sa capacité (même quand elle reviendra dans l'opposition) à encadrer la classe ouvrière et à l'empêcher de se battre.

Tant que la gauche peut exercer son influence sur la classe ouvrière, tant qu'elle peut entretenir des illusions, faire croire en la possibilité d'une "autre politique", c'est-à-dire tant qu'elle réussit à lui rendre crédibles toutes les fausses alternatives qu'elle lui présente, la bourgeoisie empêche le prolétariat de voir sa propre alternative. C'est pour cela qu'une telle situation pèse très lourd sur la possibilité de développement des luttes ouvrières.

La situation qui prévaut aujourd'hui en France, tout en démasquant la gauche comme fraction de la bourgeoisie, permet de mettre à bas cette stratégie de dévoiement et de déboussolement.

Toutes les alternatives de la bourgeoisie se révèlent pour ce qu'elles sont: de fausses alternatives, que ce soit au niveau des partis ou des syndicats.

Le prix que paie aujourd'hui, et que continuera à payer la bourgeoisie française, et à travers elle, la bourgeoisie mondiale, c'est l'expérience que fait le prolétariat de la gauche au pouvoir. Les leçons qu'en tirent les ouvriers de France, et surtout d'Europe, la maturation qui s'en dégage ne peuvent, à terme, que se traduire en actes.

Si cela n'est pas encore le cas, dans la mesure où la période présente est essentiellement une période de désillusion pour les ouvriers, l'aggravation de la crise et la position de faiblesse dans laquelle s'est placée la bourgeoisie ne peuvent que les pousser à se dégager de plus en plus de toute illusion sur la société bourgeoise et à présenter de plus en plus clairement et fortement leur propre perspective: la révolution communiste.

J.L

contre le prolétariat



<<contre la révolution prolétarienne

Noske, ministre social-démocrate de la défense et les chefs militaires allemands :
LES BOURREAUX PAVOISENT APRES AVOIR ECRASE DANS LE SANG LA CLASSE OUVRIERE EN ALLEMAGNE

pour la guerre impérialiste >>

UN EXEMPLE D'HYSTERIE PATRIOTARDE ET BELLICISTE



UNION ! l'Humanité ACTION !

POUR EN FINIR AVEC L'ENVAHISSEUR EXÉCRÉ

A chaque Parisien son Boche !

L'Humanité du 24 août 1944

les preuves historiques

■ La salade idéologique de la "droite" contre la "gauche", déjà ancienne, devrait pouvoir être dénoncée une fois pour toutes comme une pure opération de mystification anti-ouvrière. "Droite" et "gauche" sont tout simplement les deux faces inséparables d'une même médaille qui a nom : le pouvoir capitaliste.

S'il ne s'agissait pour la classe ouvrière que de démasquer les boniments hypocrites de partis comme ceux de Chirac ou de Strauss (chef du CSU en Allemagne), on ne soulèverait même pas un problème. Ces partis-là, "fascistes", "chrétiens", "démocrates", "libéraux", "radicaux", etc., sont directement identifiés par le prolétariat comme étant la bourgeoisie. Ces partis ne font d'ailleurs aucun mystère de leur identité : ils sont l'expression péremptoire, sans détour, de la dictature capitaliste. Ils sont le plus court chemin, la droite ligne de l'hostilité bourgeoise à l'égard du prolétariat révolutionnaire. Cependant, cette hostilité-là, l'expérience du mouvement ouvrier montre qu'elle ne se déchaîne dans tout son programme que lorsque, et là où la classe ouvrière est faible, impuissante ou défaite en tant que classe. Quand, à l'inverse, la classe ouvrière représente une menace ou un problème pour l'ordre "bourgeois", ce qui est le cas aujourd'hui dans les grands centres capitalistes, l'expérience historique du XXe siècle révèle que la dictature bourgeoise adopte un détour. Il s'agit alors moins de s'attaquer au mouvement ouvrier de façon frontale que de le miner, pour ainsi dire, de l'intérieur. Au pouvoir bourgeois, il s'impose alors de se structurer de façon à être en mesure de se placer dans la direction de la dynamique ouvrière, de paraître en exprimer les besoins et les buts, pour mieux la saboter, la renverser et livrer les ouvriers à la répression étatique.

La "gauche", c'est cela, c'est cette stratégie-là de la bourgeoisie. Tout ce travail de sape, d'infiltration, de perversion interne du mouvement ouvrier, l'expérience indique qu'il a toujours été accompli au XXe siècle, par des partis s'affichant "ouvriers", "socialistes" ou "communistes".

Car le système capitaliste, bien entendu, ne pouvait créer un tel artifice stratégique de toute pièce. La tromperie n'est possible à l'encontre des ouvriers que si les partis étiquetés "prolétariens" ont été historiquement et organiquement liés, à un moment ou à un autre, à la classe ouvrière. Evidemment, il faudrait toujours dire, quand on pose ce problème, comment des formations politiques, d'originairement ouvrières qu'elles étaient, ont pu se retrouver, dans le cours de l'histoire, incorporées à l'être capitaliste. Nous avons déjà écrit sur cette matière, mais cela doit sûrement être approfondi encore jusqu'à poser la question de ce qu'on peut rigoureusement appeler la "bourgeoisie", aujourd'hui.

Le problème, de toute façon, ne peut se fonder mieux qu'en partant des faits objectifs et en observant ceux-ci du point de vue de la perspective révolutionnaire du prolétariat. L'élucidation de la supercherie nommée "gauche", le procès des partis "ouvriers" doit pouvoir s'instruire à partir des preuves de leur attitude historique face, pour le moins, à deux questions dont personne ne saurait nier qu'elles sont capitales pour la détermination des camps de classe : la question de la guerre capitaliste et la question de l'émergence révolutionnaire du prolétariat.

POUR LA GUERRE CAPITALISTE

Les partis dits ouvriers développent volontiers l'idéologie qu'ils sont les partis de la "paix universelle". C'est un vil mensonge.

C'est bien grâce aux partis de la IIe Internationale (socialiste) que la première guerre mondiale a pu être déclarée. Un des points principaux sur lesquels les sociaux-démocrates avaient bâti leur prestige auprès des ouvriers était la "défense de la paix". En 1912, au Congrès de Bâle, la IIe Internationale, en plein contexte de la guerre locale des Balkans, *"formulait encore une claire menace de révolution si les gouvernements allaient jusqu'à la guerre mondiale"* (Lénine). Mais deux ans plus tard, ces mêmes partis ouvriers, déjà devenus l'amorce du phénomène qu'on appelle maintenant la "gauche", jetaient toute cette belle résolution aux orties. Affirmant, de chaque côté de la ligne de belligérance des impérialismes, qu'il était inconcevable de laisser la "patrie" meurtrie et envahie, ils se précipitaient dans les "Unions Sacrées", votaient les crédits de guerre à l'Etat, expédiaient les ouvriers, chloroformés par la propagande pacifiste, s'entre-égorger pour le capitalisme.

Les années 1930 furent un long préambule au déclenchement de la IIe boucherie mondiale. Les partis maintenant dits "de gauche", "socialistes" et "communistes", continuaient de présenter à la classe ouvrière une image de marque anti-guerre. L'évidence des faits est tout autre. C'est un fait bien avéré que la "gauche" était certainement, de l'ensemble des partis politiques institués, celle qui avait la plus grande conscience de l'arrivée de la IIe guerre mondiale. A tous les niveaux, politique et économique, la gauche a apporté la contribution essentielle à la préparation du nouveau conflit général, que cet effort ait pris le nom de "New Deal" aux USA du démocrate Roosevelt, ou celui de "Front Populaire" en France. S'il est une tâche pour laquelle le capital français, en ne s'appuyant que sur cet exemple, doit être redevable au "Front Populaire", c'est bien d'avoir préparé la guerre. Ceci de deux manières :

- en lançant un programme de réarmement qui passe par la nationalisation des industries de guerre. Il suffit d'entendre les protagonistes. Le "socialiste" Blum (procès "vichyste" de Riom) expliquait ainsi : *"J'ai déposé un grand projet fiscal (...) qui vise à tendre toutes les forces de la nation vers le réarmement et qui fait de cet effort de réarmement intensif la condition même (...) d'un démarrage industriel et économique. Il sort résolument de l'économie libérale : il se place sur le plan d'une économie de guerre"*. Le PCF, quant à lui, dès 1938 (exposé de Thorez au Comité central du parti) prenait officiellement position en ces termes : *"L'heure est venue de réaliser l'armement général du peuple, de réaliser les réformes profondes qui assureront une puissance décuplée des moyens techniques et militaires du pays"*.
- en amenant le prolétariat sur le terrain des antagonismes inter-impérialistes camouflés derrière le trucage idéologique de la fausse alternative "démocratie" (des "Alliés") ou "fascisme" (des pays de l'"Axe"). C'est sous le prétexte de défendre les libertés démocratiques menacées par le fascisme que la "gauche", particulièrement en France et en Espagne, amena de nouveau le prolétariat à accepter le sacrifice de leur vie pour le capitalisme. Comme à l'occasion de la première guerre mondiale, les dernières traces mêmes de vernis prolétarien disparurent du discours de la gauche au cours de la guerre. Dès lors, tout son travail de préparation à la guerre révélait, dans la guerre, sa pleine finalité et la quintessence d'internationalisme prolétarien selon la "gauche" se résolvait alors en pure hystérie patriotarde et belliciste, baptisée, pour les besoins de la cause: "Résistance". Qui ne connaît pas les criminelles formules du PCF : *"A chacun son bôche"*; *"Plus forts les coups sur le bôche chancelant"*, de la plus belle essence crapuleuse bourgeoise.

L'on pourrait prolonger ces faits par d'autres survenus après 1945. Ainsi, c'est sous les auspices de gouvernements "socialistes" que s'est déclenchée la guerre coloniale de l'Etat français en Algérie. La belle figure de "gauche" de Mendès-France, dont la bourgeoisie pleure - justement de son point de vue - la perte, aujourd'hui, a apporté notablement sa pierre à l'entreprise.

CONTRE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

L'imposture "ouvrière" de la "gauche" joue sur de constants effets de bleu-de-travail et de gouaille populaire pour s'afficher "partis de lutte de la classe ouvrière" et même "partis de la révolution", dans le cas des PC.

De nouveau, l'épreuve des faits dénonce. N'en prenons que deux principaux : en 1918-1919, la perspective mondiale est révolutionnaire. Le prolétariat allemand, après celui de Russie, est soulevé : la bourgeoisie classique désemparée, trouve dans les partis "socialistes" le sauveur de l'Etat. Quand le mouvement de grèves et de conseils ouvriers déferle sur Berlin, la social-démocratie commence par rentrer dans la dynamique ouvrière : elle développe un langage radical, poussant à la "grève générale" et à l'insurrection pour, disait-elle, l'établissement d'une république sociale". Gagnant grâce à cette semblance prolétarienne le contrôle des conseils ouvriers, elle les vide alors de leur substance révolutionnaire pour les rabattre dans le cadre de l'Etat bourgeois, vers le suffrage universel. Le mouvement miné de l'intérieur, dépossédé de son orientation spontanée, les sociaux-démocrates commencent à parler de chasser la "vermine révolutionnaire". Elle provoque les ouvriers "spartakistes" à une insurrection dans des conditions prématurées, ce qui aboutit au massacre de la "Semaine sanglante" de janvier 1919 et à l'assassinat des leaders révolutionnaires R. Luxembourg, Liebknecht et Jogiches.

La social-démocratie, pierre fondatrice de l'édifice idéologico-politique de la "gauche", est certainement le premier artisan décisif de la longue période de contre-révolution qui s'est étendue, pour le malheur de la classe ouvrière, sur toutes les décades qui séparent le milieu des années 20 de la fin des années 60.

"Mai 68" marque la réemergence d'une perspective révolutionnaire pour le prolétariat mondial. Son importance avait moins de signification au niveau français qu'au plan international du mouvement ouvrier. Les limites historiques et intrinsèques de la mobilisation ouvrière de 68 sont réelles -ce n'était pas comme l'Allemagne 1919, une révolution, cependant elle ouvrait la nouvelle période et réunissait les premières leçons d'expériences pour les luttes prolétariennes du futur.

La soudaineté de la rupture du cours historique surprit la fraction bourgeoise de droite alors au pouvoir en France. Malgré ses limites intrinsèques, le mouvement de mai-juin 1968 ne put justement être réduit que grâce à l'action de la gauche et de ses appendices syndicaux. Toute cette remarquable dynamique ouvrière, après 50 ans de contre-révolution, la "gauche" l'a fait accoucher sur le mesquin terrain des négociations professionnelles de Grenelle, transformant l'occupation des usines en enfermement et isolement des travailleurs dans leurs bagnes salariaux.

Divisant, émiettant le mouvement, la gauche a œuvré à le livrer à la répression policière (Renault-Flins, Peugeot-Sochaux, etc.).

D'autres et nombreux exemples peuvent être bien sûr fournis. Mais ceux que nous avons cités sont suffisants, surtout en raison de leur incidence historique remarquable, afin de spécifier l'essence de ce qu'on doit pouvoir appeler le travail de "gauche" du pouvoir capitaliste : il est une fonction de désagrégation interne de la dynamique ouvrière; de dépossession de ses perspectives naturelles, du mouvement prolétarien : la généralisation et l'internationalisation des luttes. Sur ce point, l'exemple de Pologne de 1980 à 1981, où "Solidarnosc" tint rôle et place de la "gauche" dans le pays, est particulièrement édifiant.

La gauche est une fraction du pouvoir bourgeois dont la fonction spécifique, et nécessaire, est l'encadrement de la classe ouvrière et son apprêt aux exigences meurtrières du capitalisme.

Depuis 68, la perspective révolutionnaire s'est confirmée. Les années 80 sont lourdes d'un formidable enjeu historique : des affrontements décisifs entre bourgeoisie et prolétariat. Dans ceux-ci, le problème de l'identification précise de son ennemi de classe par le prolétariat est une question primordiale. Les faits de l'histoire sont certainement la meilleure référence pour enseigner au prolétariat que la "gauche" est toujours l'instrument dont se sert la bourgeoisie pour chercher à briser la perspective révolutionnaire. Elle est l'instrument approprié de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Mx

la perspective est à la révolution mondiale

L'UNITE MONDIALE DE LA BOURGEOISIE

1 Un des éléments de la situation internationale aujourd'hui est la remarquable solidarité dont se montre la capable la bourgeoisie face aux contradictions qui l'assaillent. Si l'économie capitaliste est basée sur la concurrence entre ses différents secteurs, si cette concurrence ne peut s'éteindre qu'avec le capitalisme lui-même, la classe bourgeoise fait à l'heure actuelle une nouvelle fois la preuve qu'elle est capable, lorsque ses intérêts vitaux sont en jeu, de dominer et dépasser les rivalités et antagonismes existant entre ses diverses fractions.
rangs bourgeois se manifeste tant sur les plans économiques et politico-militaire que sur le plan social face au ressurgissement de la classe ouvrière. Cependant il existe une différence fondamentale entre ces deux premiers plans et le troisième. Tant que le capitalisme n'est pas menacé par la classe ouvrière, son aptitude à maîtriser les rivalités entre divers de ses secteurs se limite nécessairement au cadre national ou au maximum au cadre d'un bloc impérialiste. Reportées à une échelle plus vaste, ces rivalités ne font qu'y gagner en intensité. Par contre, lorsque la bourgeoisie est confrontée à la lutte de classe, c'est comme une classe unique, et à l'échelle mondiale, qu'elle regroupe ses forces. En fait, à l'heure actuelle, ce dernier aspect tend de plus en plus à dominer tous les autres : il manifeste qu'aujourd'hui contrairement aux années 30, le cours historique n'est pas à la guerre impérialiste généralisée, mais à l'affrontement généralisé entre les deux principales classes de la société : bourgeoisie et prolétariat.

2 La concurrence commerciale entre les capitaux a été, depuis ses débuts, un des moteurs essentiels du développement du mode de production capitaliste. Historiquement la nation a constitué le cadre par excellence au sein duquel la classe bourgeoise a discipliné cette concurrence pour qu'elle n'aboutisse pas à la dislocation de son économie. Ce phénomène ne disparaît pas avec l'entrée en décadence du mode de production capitaliste. Au contaire, il trouve son expression la plus achevée avec le capitalisme d'Etat dont une des caractéristiques est bien de tendre à l'élimination des rivalités entre secteurs économiques au sein d'un pays pour faire face à l'exacerbation de ces rivalités entre pays. Cependant, un des phénomènes marquant de la vie du capitalisme ces dernières années, est la prise en charge au niveau des blocs impérialistes de l'orientation et de la coordination, sous la tutelle des pays leaders, des politiques économiques menées par les pays de ces blocs: COMECON à l'est, OCDE, FMI, CEE à l'ouest. C'est ce phénomène qui s'exprime aujourd'hui dans le bloc le plus puissant par la réorientation générale des politiques bourgeoises face au pas qualitatif qu'a franchi la crise du capitalisme à la fin des années 70.

L'EPUISEMENT DES "SOLUTIONS" ECONOMIQUES ET LA MARCHE A LA GUERRE

3 Dans les années 30, la réponse donnée par la bourgeoisie (notamment celle de la 1ére puissance avec le "New-Deal") à l'effondrement brutal et spectaculaire de 1929, avait été la mise en place de politiques keynésiennes de relance de l'économie par les dépenses de l'Etat. Ces politiques trouvaient leur pleine signification dans le cadre du développement de l'économie de guerre (cas typique de l'Allemagne) qui était au centre des préparatifs vers la 2° guerre mondiale, seule réponse de la bourgeoisie aux convulsions économiques de son système décadent.

Durant les années 70, en réponse aux premières atteintes d'un nouvel effondrement de l'économie capitaliste, la bourgeoisie a tenté, dans l'ensemble du bloc occidental, d'employer à fond les vieilles recettes keynesiennes déjà amplement utilisées dès le lendemain de la 2°guerre mondiale.

Le pas qualitatif actuel de l'aggravation de la crise correspond à l'épuisement définitif de ce type de recettes qui ont conduit l'économie mondiale au bord du collapsus financier. Après la fuite en avant effrénée dans l'inflation, après le développement pharamineux de l'endettement , notamment des pays du tiers-monde, mais également des pays avancés, après l'invasion des circuits financiers d'une montagne de billets verts, après toutes les politiques tendant à reporter vers sa périphérie les contradictions qui trouvent leur origine au coeur du mode de production capitaliste, les grandes métropoles industrielles, la crise révèle sa véritable nature de crise de surproduction en venant frapper ces métropoles par une récession prolongée, une élimination de pans entiers de l'appareil de production, une augmentation massive et brutale du chômage.

Si apparemment la crise sur le plan des chiffres du chômage par exemple, en est aujourd'hui au stade où elle se trouvait au début des années 30, cela ne signifie nullement qu'elle laisse au capitalisme le même répit qu'au milieu de ces années. N'ayant fait qu'aiguiser les contradictions du capitalisme à un point jamais atteint jusqu'à aujourd'hui, le mini "New-Deal" des années 7o est maintenant derrière nous et sans espoir de retour. La seule politique que puisse mener la bourgeoisie consiste en une rentabilisation à outrance de son appareil productif, à une élimination accélérée des secteurs industriels les moins armés face à la concurrence, à une réduction massive des dépenses gouvernementales (à l'exception des dépenses d'armement et de répression), toutes choses qui se traduisent par une attaque bien plus violente encore que par le passé contre la classe ouvrière sous forme d'intensification de l'exploitation, de baisses de salaires réels, de chômage, de réduction drastique des frais d'entretien de la force du travail pris en charge par l'Etat (santé, etc..).

Le capitalisme d'Etat, malgré toutes les déclarations "anti-étatiques" des Reagan, Thatcher et Cie n'a jamais fait peser aussi durement son empire sur la société et notamment sur le prolétariat. Il révèle de plus en plus au grand jour non une forme plus "rationnelle" du capitalisme mais une expression concentrée de la décadence de celui-çi. Derrière le mythe de l'"Etat providence " se profile de plus en plus clairement la réalité de "l'Etat forteresse", policier et militarisé à outrance, accompagnant dans sa chute, aux fins d'en ralentir le rythme, l'économie capitaliste.

C'est toute cette orientation qui est aujourd'hui prise en charge au niveau du bloc occidental : nullement basée sur une quelconque philantropie encore moins sur le moindre "internationalisme" la coordination des politiques des grandes puissances industrielles a essentiellement pour objet d'empêcher qu'un effondrement brutal de l'une d'elles ne vienne précipiter comme dans un château de cartes, l'effondrement des autres.

4 L'aggravation des contradictions économiques du capitalisme telle qu'on la connait aujourd'hui, ne peut qu'aiguiser les tensions militaires entre les deux grands blocs impérialistes et accentuer cette fuite en avant que constituent les préparatifs vers une 3° guerre mondiale. Sur le plan des armements, les deux blocs engloutissent chaque jour plus de quantité de travail humain dans ces préparatifs malgré tous les rideaux de fumée du style des "Conférences de Genève" et autres mascarades. Ils ne perdent pas non plus une opportunité de tester l'efficacité de leurs engins de mort et de leurs tactiques militaires, soit à l'occasion de conflits locaux entre les deux blocs, comme c'est le cas aujourd'hui au Liban, soit dans le cas de grandes manoeuvres politico-militaires au sein du bloc occidental, comme on l'a vu dans la guerre des Malouines. Enfin, ces préparatifs passent également par un renforcement des alliances militaires des deux blocs. Loin d'assister à un "effritement des blocs", comme l'estiment certains groupes, ou à un "réalignement" comme le prétendent d'autres groupes, la période actuelle ne laisse pas de place à une quelconque dislocation, au moindre affaiblissement de la solidarité au sein des deux gangs impérialistes. Toutes les déclarations et manifestations "d'indépendance" des forces politiques et des gouvernements occidentaux, toutes leurs "dénonciations" verbales de la politique américaine notamment, sont essentiellement de la propagande destinée à masquer la réalité du renforcement du bloc.

Plongeant leurs racines dans la nature même du capitalisme avec sa concurrence entre entreprises et nations, qui aboutit, en période de décadence, à la lutte pour la domination du marché mondial et que ne peut qu'exacerber l'aggravation de la crise, le déchaînement des rivalités impérialistes ne peut aboutir qu'à une mise au second plan de la concurrence économique entre pays d'un même bloc afin de laisser toute leur place aux préparatifs de ce qui constitue, dans le cadre bourgeois, l'aboutissement ultime des contradictions capitalistes : la guerre impérialiste mondiale.

LA PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE ET SES OBSTACLES

5 Si, dans la situation présente, les préparatifs militaires des blocs ne sauraient, bien au contraire, se ralentir, il n'en reste pas moins que la voie de cet aboutissement n'est pas ouverte aujourd'hui?

La guerre impérialiste mondiale est une donnée permanente du capitalisme depuis 1914. Les termes et les enjeux d'une 3ème guerre mondiale opposant le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest sont contenus dans la situation internationale dès la fin de la 2° guerre mondiale. Seules les possibilités de répit offertes par la reconstruction de l'après-guerre ont repoussé pour un temps assez court, l'aboutissement de la crise historique du capitalisme dans un 3ème holocauste jusqu'à la fin des années 60. Dès la fin de cette période, la reprise internationale de la lutte de classe tirant son élan des premières atteintes de la crise aiguë de l'économie capitaliste a été décisive pour empêcher que de nouveau l'humanité ne soit précipitée dans un gigantesque conflit impérialiste généralisé comme réponse du capital à cette crise aiguë.

Les conceptions qui, pour expliquer que cette réponse n'ait pas été donnée jusqu'à présent, mettent en avant :

-une constitution insuffisante des blocs impérialistes,

-un développement insuffisant des contradictions du capitalisme,

-un développement insuffisant des armements et des préparatifs militaires,

sont à rejeter catégoriquement.

De même est à combattre l'idée mensongère selon laquelle la nature et les caractéristiques de l'armement moderne, en faisant planer la menace d'une destruction totale de l'humanité, seraient un facteur décisif empêchant désormais toute guerre généralisée. A la question que pose la situation historique actuelle du capitalisme : "pourquoi la guerre mondiale n'a pas encore eu lieu?", la réponse est fondamentalement contenue dans la riposte opposée par le prolétariat mondial dès la fin des années 60 à la crise du capitalisme.

Les affrontements inter-impérialistes depuis la fin de la seconde guerre mondiale, qui n'ont jamais cessé en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique, sans toutefois mettre directement en présence les pays majeurs des deux blocs, montrent deux choses :

-La permanence de la guerre dans la période de décadence du capitalisme et la menace qu'elle fait peser sur l'humanité entière,

-La possibilité d'une généralisation de la guerre impérialiste dépend fondamentalement de l'aptitude de la bourgeoisie de museler les luttes de la classe ouvrière des pays industriellement développés.

6 Au terme des années 70 où, avec l'épuisement des politiques inflationnistes, s'est dévoilée la profondeur de la crise historique du capitalisme, la lutte de classe en Pologne est venue ponctuer l'épuisement de la contre-offensive idéologique menée par la bourgeoisie mondiale au lendemain du premier surgissement de classe de la fin des années 60. Cette première contre-offensive basée essentiellement sur le thème de la gauche au pouvoir ou même de sa réalité, dont la politique inflationniste pouvait s'accomoder, avait réussi pour un temps à paralyser les luttes ouvrières. Mais le déferlement de la grève de masse en Pologne faisant suite à toute une série de combats de classe dans les pays occidentaux (G-B, Longwy-Denain,etc...) est venue réaffirmer que la perspective historique ouverte à la fin des années 60, n'avait pas été renversée durant les années 70. La lutte de classe en Pologne exprimait un phénomène mondial et historique dont la bourgeoisie mondiale n'a maté que la première manifestation. La défaite du prolétariat a définitivement replacé le centre de gravité de la lutte de classe à sa place,c'est-à-dire dans les métropoles industrialisées.

7 La bourgeoisie n'ayant pu, comme dans les années 30 embrigader la classe ouvrière, et du fait de l'aggravation inexorable de la crise capitaliste,les affrontements de classe dans les grands centres du capitalisme sont non seulement probables, mais inévitables.

c'est à cette situation que s'est préparée la classe dominante en mettant en avant une nouvelle arme de son arsenal politique: la gauche dans l'opposition, c'est-à-dire, l'abandon de toute perspective gouvernementale de la part des fractions de gauche de la bourgeoisie (partis et syndicats), afin d'être présent dans la classe ouvrière pour mieux en dévoyer les luttes. C'est une carte que le capitalisme, quelles que soient les difficultés contingentes et locales, est en train de mettre en place dans le cadre d'un partage systématique du travail

Dans la mesure où ce qui est en cause ce n'est plus les rivalités entre ses différents secteurs mais bien sa survie comme classe, la bourgeoisie face à la classe ouvrière a su réaliser une solidarité sans faille par dessus même les blocs impérialistes, en employant éventuellement les conflits entre ces blocs pour renforcer son arsenal idéologique.

C'est le sens de toutes les campagnes qui se sont déchaînées ces dernières années, dans le but:

. de repousser autant que possible les échéances des affrontements de classe,

. de déboussoler, désorienter le prolétariat afin qu'il se présente le plus désarmé possible devant cet affrontement.

Ces campagnes, bien plus encore que tous les préparatifs policiers, constituent l'arme essentielle fourbie par la bourgeoisie contre la classe ouvrière dans les grandes métropoles industrielles, une arme fourbie non au coup par coup, mais de façon planifiée, systématique et coordonnée.Elles tendent à masquer la solidarité anti-ouvrière fondamentale de la bourgeoisie derrière les dissensions économiques, politiques ou même militaires, comme ce fut le cas notamment dans la guerre des Malouines.

En opposant mensongèrement un mouvement pacifiste aux dangers de guerre que la bourgeoisie agite aujourd'hui frénétiquement essentiellement pour terroriser la classe ouvrière et pour

(suite p.5)

L'INTERNATIONALISATION DES LUTTES, SEULE REPONSE AUX PIEGES DE LA BOURGEOISIE

L'impuissance des dernières luttes des ouvriers polonais, malgré leur rage, à renverser le cours de la répression et de la misère n'est pas l'impuissance propre des ouvriers polonais, mais de leur isolement.

Il ne faut pas voir dans cette impuissance que l'impuissance : c'est ce que voudrait la bourgeoisie. Il faut voir les possibilités réelles de son dépassement, les questions que cette lutte a posées et pose encore.

LA GUERRE D'USURE CONTRE LES OUVRIERS EN POLOGNE

L'interdiction de Solidarnosc fait partie d'une longue série de manoeuvres des classes dirigeantes dans le monde pour détruire le mouvement en Pologne et ce qu'il peut représenter pour tous les ouvriers.

Non pas parce qu'on viendrait d'enlever aux ouvriers l'instrument de leur force que serait l'organisation syndicale de Solidarnosc :

-Solidarnosc ne l'a jamais été. L'encadrement des ouvriers dans le syndicat; après la manifestation de force de la classe ouvrière en août 80, a toujours poussé dans le sens de la dispersion, de l'atomisation des ouvriers et de la défense des intérêts de la nation polonaise contre ces mêmes ouvriers.

-Bien plus, face à un mouvement difficile à réduire au silence, la répression de Solidarnosc a contribuer à affaiblir les ouvriers... en les centrant sur la question de la "légalité" : les dirigeants de Solidarnosc, qui apparaissaient de plus en plus comme des briseurs de grève, avec Walesa le "pompier volant", sont devenus avec les répression des"martyrs de la classe ouvrière"...

Pendant ce temps, les ouvriers en Pologne subissent des conditions de vie inconnues depuis 25 ans tant sur le plan économique que sur le plan du contrôle policier et de la répression : sur les médias,dans les rues, sur les communications téléphoniques l'Etat impose sa présence ouvertement, partout.

La détermination dont les ouvriers ont encore fait preuve lors des derniers événements, avec des grèves et des affrontements dans la plupart des grands centres industriels, avait pour racine la révolte contre l'ensemble des conditions subies. Mais la levée de l'état de siège et la libération des emprisonnés, qui seuls figuraient sur les revendications, ont été mises au second plan derrière la "libération de Walesa", le flic n°1, condition mise à la reprise du travail. Trois jours plus tard, le fusil dans le dos, les ouvriers reprenaient le travail à Gdansk : *"Maintenant, nous sommes en train de perdre, mais si nous avons à perdre, nous devons le faire sans perdre la face" (un ouvrier de Gdansk, cité dans "le Monde" du 14-10).*

La bourgeoisie n'a pas réussi à briser totalement la résistance des ouvriers en Pologne après plus de deux ans d'efforts, de stratégie, alternant répression et promesses de démocratie, utilisant l'enfermement des ouvriers dans la problématique nationaliste, et dans celle de la "religion persécutée par le communisme" pour les plus désespérés. Mais cette résistance n'arrive plus à s'exprimer avec la même force qu'avant. Coup après coup, la bourgeoisie asphyxie les ouvriers en Pologne, elle les épuise dans des impasses.

Un mouvement de l'ampleur de celui d'août 80 laisse des traces : la Pologne reste un abcès de fixation des contradictions du monde capitaliste. Mais la bourgeoisie réussit aujourd'hui l'exploit d'utiliser la combativité des ouvriers en Pologne... contre eux-mêmes, et contre tous les ouvriers.

Alors que la détermination des ouvriers en Pologne devrait être un stimulant, un appel à la lutte pour les ouvriers des autres pays, elle est utilisée comme somnifère.

LA BOURGEOISIE DEFORME LA REALITE

Le plus dangereux de la propagande bourgeoise aujourd'hui, au delà de l'accentuation de la pression sur les ouvriers en Pologne, c'est l'acharnement qu'elle met à donner une fausse image de ce qui se joue en Pologne. C'est ce qui a été son arme principale pour isoler le mouvement après août 80, et qu'elle continue à utiliser, contrant ainsi la prise de conscience de tous les exploités.

La bourgeoisie a eu peur d'août 80, de la force des ouvriers, de ce qu'ils jetaient à la face du monde, du fait que tous les ouvriers pouvaient se reconnaître dans leur combat. Plus encore que le mouvement en Pologne même, elle s'acharne à détruire sa portée sur les ouvriers du monde, et plus particulièrement sur ceux d'Europe.

-La lutte des ouvriers en Pologne a montré que la classe ouvrière peut agir et s'affirmer dans la société en tant que force : qu'elle a pu faire reculer la répression, qu'elle peut s'organiser et poser en tant que corps collectif les questions de l'orientation de la société. La bourgeoisie étale des images de FAIBLESSE du prolétariat : l'ouvrier qui s'immole par le feu avec un badge de Solidarnosc, les déclarations de l'Eglise " Dieu nous enverra une autre lumière", etc... pour nous dire : "vous voyez, ça ne sert à rien de lutter, ils ont des conditions pire, et ils sont dans le désespoir." Pire encore, quand la presse s'étend sur la "courageuse résistance du peuple polonais pour la liberté" en les montrant chantant des cantiques ou l'hymne national : la lutte des ouvriers polonais ne doit pas rester cela, ce goût amer de défaite et de soumission. La lutte des ouvriers polonais, c'est l'image de la FORCE des ouvriers, qui ont pu secouer le monde entier avec une grève de masse à l'échelle d'un pays.Ce n'est pas parce qu'ils se sont heurtés aux limites des possibilités de transformation du monde à l'échelle de la seule Pologne, et qu'ils ont subi de ce fait toutes les confusions possibles, que cela doit effacer l'importance de ce premier pas.

-Une des leçons les plus claires du mouvement en Pologne devrait être le danger de la vision syndicaliste, qui enferme dans des considérations du bien de la "patrie" et divise les ouvriers. La bourgeoisie identifie la force du mouvement avec Solidarnosc. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de "syndicat libre et indépendant" en Pologne que la répression continue, mais en grande partie grâce à ce syndicat. Les syndicat européens y voient là la possibilité de faire renaître "l'esprit syndicaliste" qui manque tant à une population ouvrière qui déserte toujours plus les syndicats. Même le PC et la CGT, après avoir craché sur les ouvriers polonais et sur ces "feignants de grévistes qui n'ont que ce qu'ils méritent", font aujourd'hui des déclarations vibrantes :

"Toutes les formes de la contrainte et de la violence -les arrestations, la répression, les interdictions, la censure... nous heurtent." (Editorial de "l'Humanité" du 13-10)

Et de défendre la "démocratie" :

"Comment voulez-vous que je sois heureux d'une situation qui a abouti à la dissolution de l'ensemble des centrales syndicales, quelles qu'elles soient" (Krasucki, "Le Monde" du 13-10")

"Il faut mettre en oeuvre, en définitive, les réformes démocratiques dont ce pays a visiblement besoin". (Juquin, idem)

-La lutte des ouvriers en Pologne avait achevé de jeter la lumière sur la nature "socialiste", "différente", des pays de l'Est : sous des formes différentes, les ouvriers s'opposent à la même réalité. La propagande bourgeoise s'emploie à réintroduire ces différences à la faveur de l'ouest. Alors que l'opposition Est-Ouest s'était effacée derrière l'opposition entre ouvriers et classe dirigeante, la propagande la remet en avant :

"Je condamne cette intolérable régression du droit qui, en dépit des apparences, tient moins aux circonstances qu'à la nature du système... C'est donc le système même qu'il faut considérer quand on porte condamnation" (Mitterrand, "Libération" du 13-10)

"La lutte contre le totalitarisme est l'aspect fondamental des conflits Est-Ouest" (Cheysson, "Libération" du 13-10)

Comme si la social démocratie occidentale avait jamais hésité, avec son "droit", à tirer sur des ouvriers en lutte, comme si la démocratie occidentale n'était pas une forme de dictature aussi impitoyable que celle de l'Est...

La logique contenue dans la façon dont la bourgeoisie parle de la Pologne, c'est aussi celle de la guerre (pour que les ouvriers de l'Est puissent gouter aux "bienfaits" de la démocratie à l'occidentale). C'est la logique de la soumission, une logique qui appelle à lutter contre une bourgeoisie au nom d'une autre. La logique contenue dans la lutte des ouvriers est tout le contraire : elle est le début d'une autre alternative: celle que peuvent imposer les ouvriers de tous les pays, de l'Est comme de l'Ouest, qui subissent tous la même oppression.

LE SENS DE L'INTERNATIONALISATION

Les ouvriers en Pologne ne peuvent ni arrêter leur lutte, ni aller plus loin. Seul le combat des ouvriers ailleurs peut ouvrir les portes qui leur sont fermées. L'internationalisation n'est pas un mot creux, ni une recette. Seule la négation des frontières peut :

-détruire les illusions qui pèsent encore en montrant ouvertement la racine commune de la condition ouvrière dans le monde entier, rejetant les divisions et les spécificités nationales, de régimes politiques etc...

Pour que l'alternative ouvrière s'impose, il faut qu'elle liquide les dernières illusions sur un "mieux être " à l'intérieur du système capitaliste. Il n'y a plus d'illusions à l'Ouest sur la "démocratie socialiste" de l'Est, que les luttes ouvrières ont montré dans sa réalité aussi bien au niveau de l'exploitation quotidienne que de la répression. Il y a par contre encore des illusions qui traînent sur la "démocratie libérale" de l'ouest... surtout à l'Est. Mais à l'ouest aussi, la bourgeoisie a de moins en moins de possibilité d'éviter la répression ouverte : quand elle n'a plus les moyens économiques d'accorder des miettes aux ouvriers, qu'elle est obligée de leur soutirer toujours plus, la confrontation est inévitable. Dans l'évolution des rapports entre classe ouvrière et classe bourgeoise à l'ouest, se joue la prise de conscience par l'ensemble du prolétariat que le capitalisme est UN sous n'importe quelle for forme, et qu'il n'y a pas de "réforme" à faire mais une révolution.

-donner les éléments de la construction d'une autre alternative :

Si à l'Est il est encore possible de faire croire aux ouvriers que s'ils crèvent devant des vitrines vides c'est à cause d'une pénurie dues à des causes locales, ou extérieures, ou conjoncturelles par contre les ouvriers de l'Ouest,eux,sont amenés à subir la même misère devant des vit vitrines pleines et des moyens techniques sur-abondants.

"La seule chose qui ait arrêté les ouvriers polonais, c'est la question des perspectives. Dans la situation de pénurie généralisée qui domine dans les pays de l'Est, les ouvriers polonais livrés à eux-mêmes ne pouvaient pas les mettre en avant. Cette situation ne manquera pas de se reposer, mais dans les pays les plus développés, l'existence tout à la fois d'une surproduction généralisée et d'une technicité productive ultra-développée pourra permettre aux ouvriers de mettre en avant leur propre perspective révolutionnaire et internationaliste". (Crise de surproduction capitalisme d'Etat et Economie de guerre, Revue Internationale n°31).

D.N.

la perspective de la révolution

(suite de la p.4)

la paralyser, ces campagnes se donnent pour objectifs: d'occulter les enjeux véritables de la situation actuelle, de masquer ce qui fait réellement trembler la classe dominante à l'heure actuelle: la reprise de la lutte de classe dans les grandes concentrations ouvrières, et la remise en cause de son système qu'elle contient.

8 La prise en charge de l'offensive anti-prolétarienne par l'ensemble de la bourgeoisie mondiale forte de son expérience historique, le partage systématique des tâches entre ses différentes fractions, signifie que le chemin vers l'issue révolutionnaire des combats de classe sera long et difficile.

En particulier, la généralisation mondiale des luttes ouvrières, réponse prolétarienne à la solidarité bourgeoise et, plus encore, condition fondamentale de cette issue révolutionnaire, ne pourra se déployer que lorsque la classe ouvrière des grands centres capitalistes, et notamment celle d'Europe occidentale d'où partira nécessairement cette généralisation, aura réussi à déjouer les pièges multiples et sophistiqués que lui tend la bourgeoisie. En particulier, ce n'est qu'après avoir, au cours de ses luttes déjoué, pour une grande part, le piège de la gauche dans l'opposition que cette classe ouvrière pourra pleinement déployer son arme précieuse et décisive de la grève de masse.

Il serait tragique pour la classe ouvrière de sous-estimer la capacité de résistance de son ennemi capitaliste, de considérer que celui-ci quittera la scène historique sans avoir déployé toutes les manoeuvres et toute la barbarie dont il est capable. Cependant le déploiement systématique par l'ensemble de la classe régnante de son arsenal anti-ouvrier résulte directement de la désagrégation croissante des bases de sa domination sur la société et notamment de sa base économique à une échelle inconnue jusqu'à présent. Contrairement à la situation qui prévalait avant la première guerre mondiale où, au sortir de l'apogée du capitalisme, l'impasse historique de son économie n'avait pu se révéler pleinement, contrairement à la situation de l'entre deux guerres où, le désarroi d'un prolétariat venant de subir une terrible défaite est aggravé par la relance partielle et éphémère de l'économie du fait des politiques keynésiennes et d'armement, la situation présente se caractérise par la disparition totale de toute perspective d'un quelconque rétablissement du capitalisme ce qui constitue un facteur puissant et décisif d'érosion de toutes les mystifications mises en avant par la bourgeoisie.

Jamais, en fait, dans l'histoire, les conditions n'auront été aussi propices pour une issue victorieuse de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Provoqués par l'aggravation inéluctable de la crise économique, les combats de classe de notre époque ne subiront pas les handicaps des combats de la première vague révolutionnaire des années 17-23 dans la mesure où:

. ils ne pâtiront pas de l'ensemble des conditions défavorables imposées au prolétariat par la guerre impérialiste,

. ils se développeront face à la crise de surproduction qui met en évidence non seulement la nécessité de détruire le capitalisme et d'édifier la société communiste, mais aussi la possibilité matérielle de le faire.

Aujourd'hui, nous nous trouvons à la croisée des chemins où tout ce qui a fait défaut à la classe ouvrière dans le passé pour mener à bien sa tâche révolutionnaire, la crise économique, son non-embrigadement idéologique, son expérience historique sont enfin réunies en une seule situation, même si la classe ouvrière n'a pas encore ouvert sa propre voie, défini et brandi face au vieux monde, sa propre perspective révolutionnaire. Malgré la résistance acharnée de la classe dominante, malgré tous les pièges qu'elle ne manquera pas de tendre, toutes les conditions objectives et subjectives poussent le prolétariat à le faire, l'y contraignent même.

CHOMAGE : LA FAILLITE OUVERTE DU CAPITALISME

(suite de la p.1)

fie en clair que d'autres sacrifices, plus lourds encore, seront exigés des ouvriers par les tenants du capital.

Cet accès de "franchise" de la part de la bourgeoisie, qui contraste tellement avec les discours et les promesses mensongères des années 70, sur une prochaine sortie du tunnel, sur le caractère national et passager de la crise, sur la possibilité d'y trouver une solution nationale permettant des avancées décisives pour la condition des travailleurs, n'est pas fortuite. Pas plus fortuite que les maux engendrés par la crise de son système. Au delà de sa fonction de propagande qui vise à faire accepter les maux d'aujourd'hui en brandissant la menace des malédictions de demain, cela correspond à la situation même dans laquelle l'ensemble de la bourgeoisie mondiale et celle des principaux pays industrialisés en premier lieu se retrouve depuis la fin des années 70 ; une situation d'impasse historique sur le plan strictement économique face à la gravité de la crise de son système décadent (Revue Internationale n° 31, voir article "La crise de surproduction").

Pour éviter un effondrement du commerce mondial, de la production, de ses profits, la bourgeoisie :

. soit recourt à nouveau aux moyens de relance fondés sur le crédit, sur la planche à billets, utilisés dans les années 70 pour contourner l'obtacle à son bon fonctionnement que constitue depuis la fin des années 60 la saturation générale du marché capitaliste mondial ; et dans ce cas elle aggrave d'autant le niveau d'endettement des Etats du monde entier. Elle se retrouve ainsi rapidement devant le risque d'un effondrement financier brutal risquant d'ébranler tous les rouages de sa production et de son commerce.

. soit par contre elle "renonce" autant que faire se peut à ce type de mesures. Elle essaie d'apurer l'endettement ,elle engage résolument, comme elle a commencé à le faire, une politique de "vérité", de "rigueur budgétaire".

La récession s'installe dans tous les pays. Le nombre de faillites d'entreprises augmente. Le nombre de chômeurs augmente, explose même. Tous les budgets sociaux sont taillés en pièces.

La bourgeoisie fait payer à l'ensemble de la classe ouvrière chaque moment de l'enfoncement du capitalisme dans sa crise, sans avoir autre chose à lui proposer que toujours davantage de misère et au bout la guerre.

Mais ce changement brutal et massif des conditions de vie du prolétariat des pays centraux du capitalisme qui est en train de s'amorcer sous nos yeux n'a pas que des implications matérielles. Il est à l'origine de tout un questionnement parmi les ouvriers comme dans les rangs des révolutionnaires.

C'est ainsi que ressurgit avec une acuité nouvelle, la question des possibilités et des obstacles que la baisse des salaires, la nouvelle aggravation du chômage, posent à l'affirmation révolutionnaire du prolétariat.

D'aucuns s'arrêtent au fait que l'aggravation de la crise et du chômage a impliqué une concurrence et une division accrues entre ouvriers actifs et ouvriers chômeurs, entre salariés d'un même secteur mais d'entreprises et de nations concurrentes. Ils constatent que la peur de perdre son emploi, les difficultés pécuniaires accrues en milieu ouvrier ont pesé et pèsent encore, sur la capacité de la classe ouvrière à entrer en lutte massivement, à opposer un front toujours plus large et plus uni à l'attaque massive du capital. Ils comptabilisent les défaites qu'ont enregistrées les luttes ouvrières contre les licenciements, contre l'austérité dans les années 70 et, plus récemment, dans tous les pays industrialisés. Ils en viennent à se demander si cette aggravation de la crise et du chômage, loin d'être un ferment favorable à la maturation révolutionnaire de la classe ouvrière ne va pas devenir son tombeau. Ils sont enclins à comprendre, dans le manque de réaction des ouvriers d'occident aux événements d'août en Pologne, aux événements du Liban, les prémisses d'une démoralisation, d'une débâcle idéologique du prolétariat.

Mais ceux-ci, pour aussi légitime que soit leur questionnement, qui reflète les inquiétudes que la situation générale du capitalisme fait peser sur le prolétariat mondial, se trompent.

le chomage n'est pas un obstacle à la lutte

L'aggravation de la concurrence entre ouvriers, le développement massif du chômage, ne sont pas et n'ont jamais été des obstacles insurmontables à la combativité, à l'unification du prolétariat.

La concurrence, la division, la séparation des ouvriers entre eux, sont inscrites dans l'être même de la classe ouvrière. Le capitalisme ne fait pas surgir une classe ouvrière unie internationalement. Il produit une somme de travailleurs, dispersés dans des entreprises, des régions, des nations, qui sont en concurrence sur le marché mondial. Il fait surgir une somme d'individus en situation de marchandises concurrentes les unes vis-à-vis des autres sur le marché du travail. Mais parce que ces individus ont en commun cette situation de marchandises, parce que cette concurrence et cette division sont la source de toutes les misères, ils sont contraints, pour les faire cesser, de s'unir, de lutter, d'opposer à l'état de concurrence, l'état de solidarité, d'unité des ouvriers contre le capital.

Toute l'histoire de la lutte de la classe ouvrière contre le capital pourrait se résumer à l'histoire de ses tentatives d'unification contre la division que celui-ci lui impose.

Le chômage lui-même, qui, c'est vrai, a toujours commencé par aggraver la division entre ouvriers, qui a toujours fait naître de puissants sentiments de crainte dans les rangs du prolétariat, n'a pourtant jamais été pour lui-même un obstacle insurmontable à la combativité et à l'unité ouvrière.

Parce qu'il a toujours concentré et révélé au prolétariat, mieux que tout autre aspect de l'exploitation, sa situation d'esclave d'un système qui dispose de sa vie au gré des possibilités et des difficultés de son développement ; parce qu'il l'a toujours plongé dans un état de dénuement extrême, le chômage a toujours été un terrain fécond pour la combativité et l'unification des ouvriers.

Des multiples révoltes contre la misère que le chômage entraine à l'insurrection ouvrière de juin 1848 en France, des caisses de secours et mutuelles ouvrières à la constitution des syndicats, en passant par les trade-unions et l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), la lutte contre le chômage, la division qui l'accompagne, ont été,tout au long du 19e siècle, un élément clé de l'affirmation et du développement social et politique du prolétariat.

Et ce ne sont pas les images que la bourgeoisie se complaît aujourd'hui à présenter aux prolétaires de la classe ouvrière dans les années 30, réduite à une somme de clochards et de mendiants, masse de manœuvre pour le fascisme montant ; ce n'est pas parce que dans cette période la classe ouvrière n'a pas eu de riposte révolutionnaire, qu'on peut en conclure que ce qui a pu favoriser au 19e siècle la lutte et l'unification du prolétariat n'est plus valable dans le capitalisme décadent et ne le sera pas dans les années qui viennent.

En effet, contrairement à ces images, la classe ouvrière, même dans les années 30, n'a pas fait que mendier sa pitance dans les soupes populaires. Ce n'est pas dans ses rangs que le fascisme montant a puisé l'essentiel de ses troupes de choc. La classe ouvrière s'est battue parfois massivement et violemment, comme aux USA et aux Pays-Bas en 1934. Mais surtout, et c'est cela l'essentiel, la situation de crise et d'aggravation du chômage que confronte le prolétariat international aujourd'hui, n'a rien à voir avec la situation qui prévalait alors.

Dans les années 30, le prolétariat se trouve confronté à la crise de surproduction capitaliste et au chômage, alors que pèse sur lui tout le poids de l'écrasement physique et idéologique qui a fait suite à sa tentative révolutionnaire des années 20.

Aujourd'hui le prolétariat international, dans les pays d'Europe en particulier, conserve tout son potentiel de combativité intact.

Dans les années 30, du fait de sa défaite, il met toute sa confiance dans les partis et les syndicats sociaux-démocrates, staliniens, qui ont joué un rôle de premier plan dans l'échec révolutionnaire des années 20. Aujourd'hui, malgré les fortes illusions qui persistent sur ces partis, sur les syndicats, ces derniers ne disposent plus d'une audience comparable aux années 30. La tendance est même à la désertion de ces partis et des syndicats dans les pays occidentaux.

Dans les années 30, la crise, pour aussi brutale et générale qu'elle ait été, se développe de façon très inégale selon les pays et les frappe de plein fouet parfois à des années d'intervalle. Le chômage, parce qu'il explose brusquement, est vécu séparément des autres aspects de la misère liés à l'exploitation que suscite la crise.

Aujourd'hui la crise et le chômage s'accélèrent, après une lente aggravation qui s'étale sur plusieurs années et de façon toujours plus simultanée, touchant tous les pays industrialisés dans tous les secteurs de l'économie. Les conséquences de la crise sur les conditions de vie de la classe ouvrière, le chômage, l'augmentation des cadences, la baisse des salaires, tendent de moins en moins à pouvoir être perçus et ressentis séparément.

Dans les années 30, la bourgeoisie peut obtenir l'adhésion de la classe ouvrière à un programme bourgeois particulier dans la mesure où, par des politiques de relance, la fuite en avant dans l'économie de guerre, elle parvient à relancer sa production, à résorber en grande partie le chômage, à ré-augmenter les salaires. Aujourd'hui, les politiques de "New-Deal" sont derrière nous (cf. Revue Internationale n° 31) ; la bourgeoisie n'a d'autre programme que la misère.

Aussi, loin de s'inquiéter à tort, de se lamenter sur la crise et le chômage présent et à venir, loin de ne voir dans la misère que la misère, faut-il savoir reconnaître ce qu'elle porte de subversif en elle : la possibilité de l'unification du prolétariat par delà les divisions entre chômeurs et actifs, par delà les frontières pour la destruction révolutionnaire du capitalisme.

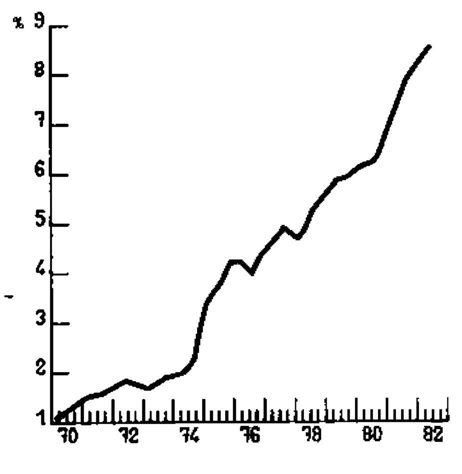
Aussi s'agit-il de comprendre que les sentiments de peur qui traversent aujourd'hui les rangs de la classe ouvrière face à la crise et au chômage, son état actuel de division, les doutes qui s'emparent d'elle sur l'utilité et la nécessité de lutter ne sont pas définitifs. Ils participent des hésitations, des remises en question nécessaires par rapport aux illusions anciennes. Ils participent directement à la préparation du prolétariat à de nouveaux combats. L'avenir le confirmera.

L.L.

PROPORTION DE CHOMEURS DANS LA POPULATION ACTIVE

(EN POURCENTAGES)

U.S.A. — C.E.E.



La proportion de travailleurs qui subissent la répression économique que constitue le chômage, a, dans ces derniers dix ans, doublé dans la première puissance industrielle du monde, quadruplé dans l'ensemble du Marché commun (CEE).

Après une brève accalmie entre 1976 et 1979 -qui ne fut même pas ressentie dans des pays comme la France, la Belgique, l'Espagne ou l'Italie-, la croissance du chômage dans les grands centres industriels occidentaux a repris dans toute sa violence. Dès aujourd'hui les taux de chômage y sont les plus élevés depuis près de 40 ans.

la question nationale: une gangrène pour le p.c.i. (Programme)

(suite de la p.8)

l'Asie, honte à l'Europe!" ("Les luttes de classes et d'Etats chez les peuples de couleur, champ historique vital pour la critique révolutionnaire"). Il consacre même un livre entier en 1953: "Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste" pour étayer cette élucubration qui se conclut par: *"il faut se rendre compte que dans les pays d'outre-mer vivent d'immenses collectivites de race jaune noire, olivâtre, dont les peuples, réveillés par le fracas du machinisme capitaliste, semblent ouvrir le cycle d'une lutte patriotique d'indépendance et de libération nationale comme celles dont s'énivraient nos grands parents, mais représentent en fait un facteur considérable dans la lutte de classe que la société actuelle porte en son sein"*. C'est précisément l'inverse qu'aura montré l'histoire pendant plus d'un demi-siècle: l'utilisation de ce "facteur" par la contre-révolution et pour la survivance de la barbarie capitaliste.

Ce n'est pas parce que le prolétariat est défait et affaibli pendant une période de l'histoire qu'on peut lui trouver un substitut révolutionnaire et ignorer les expériences qu'il a faites pendant toute cette période d'un point de vue de classe. Le PCInt se situe ici à l'opposé de l'attitude des groupes révolutionnaires "Bilan" (1933-1938) et "Internationalisme" (1945-1952)

C'est de cette époque d'après-guerre mal digérée par le PCInt que vient l'invention de leur méthode: "l'invariance du marxisme" depuis le programme de 1848 qui n'a servi qu'à tiger l'histoire et même à l'évacuer -ce qui est un curieux paradoxe de la part d'une organisation qui n'a que l'histoire à la bouche -derrière un catéchisme révolutionnaire.

De là, ses difficultés à tirer les leçons réelles de l'expérience du mouvement ouvrier notamment sur ces soixante dernières années, depuis la fin de la vague révolutionnaire des années 20, facteur majeur de sa sclérose et de ses faiblesses énormes sur l'analyse de la période actuelle.

...ET SES IMPLICATIONS DANS LA PRATIQUE

Malgré cela, la réalité vivante ne cesse de faire pression sur cette organisation et la contraint à tenir compte de certains faits, à tenter d'en donner une explication rationnelle.

Lors de la réunion générale du parti à l'automne 77 et plus encore à partir de septembre 79, le PCInt tentait de tracer un bilan "de la vague anti-coloniale" pour conclure que "la phase révolutionnaire bourgeoise dans le Tiers-monde tendait à se clore", que "la capacité progressiste de la bourgeoisie était en train de s'épuiser" et que l'on "assistait à la fin de la phase éruptive des révolutions nationales dans les zones de tempête" qu'auraient constituées les aires géographiques coloniales et arriérées:

"Dans la vaste aire géographique centrée sur la Chine et allant de la Corée au Maghreb, mais dont les secousses se reflétaient jusqu'en Afrique noire et en Amérique Latine", on se trouvait désormais *"à la limite de deux époques"*.

Néanmoins, le PCInt dressait un tableau (Programme Communiste N°83-Juillet-septembre 1980) établissant un curieux découpage de ces "aires": Amérique Latine, Extrême-Orient, Asie du Sud Est, Sub-continent indien, Proche-Orient, Afrique du Sud, Amérique Centrale, y faisant apparaître des combinaisons complexes et variées de "formes de pouvoir" et diverses revendications bourgeoises progressives propres à chacune, d'où ressort un galimatias extrême dans lequel le marxisme se met à suivre des voies énigmatiques et est soumis à des méandres et des subtilités quasiment impénétrables.

Après nous avoir asséné qu'il y a des nuances à faire entre les bourgeoisies, entre les révolutions bourgeoises (révolutions "par le bas", et révolutions "par le haut"), entre une nuée de couches particulières de la petite bourgeoisie, entre les Etats (certains seraient pires que d'autres) entre les tâches du prolétariat, le PCInt. se retrouve démuni de toute boussole pour comprendre la question nationale.

Ce travail dépourvu de méthode et ayant évacué les racines historiques réelles de la situation : la faillite et la décadence générale du capitalisme, se retrouvent dans la pratique amené aux pires prises de position.

Plus le champ des révolutions bourgeoises est censé se rétrécir pour le PCInt, plus s'est développé en son sein un soutien large et prononcé à des causes nationalistes. Au cours de ces dernières années, on a vu le PCInt reprocher au social-démocrate Allende son "manque de radicalisme", saluer "la défaite de l'impérialisme américain au Viet-Nam", soutenir la "guerre d'émancipation" menée par les fractions pro-russes du MPLA angolais ou du FRELIMO mozambiquais, célébrer la mémoire du "grand révolutionnaire" Che Guevara, clamer sa sympathie pour "la terreur rouge" du gouvernement Pol Pot de Kampuchea, affirmer sa solidarité avec le terrorisme nationaliste de l'IRA, ou encore appuyer les mouvements de "libération nationale" aux Antilles.

Au Moyen-Orient, en prônant "une lutte à mort contre l'Etat pied-noir d'Israël", et en définissant "une tâche première et la plus urgente" qui est " la riposte à l'attaque israélienne phalangiste et impérialiste et la solidarité effective avec les combattants au Liban", le PCInt atteint des sommets dans l'adhésion à l'idéologie bourgeoise :

Dans cette logique, il y a des "ennemis principaux" et d'autres avec lesquels le prolétariat doit momentanément s'allier contre les premiers .

Avec de tels raisonnements, jamais la Gauche Italienne dont le PCInt a le front de revendiquer encore l'héritage direct, n'aurait pu jouer le rôle révolutionnaire qu'elle a tenu : elle aurait alors dû désigner comme le voulait la logique de la guerre impérialiste mondiale, un "ennemi principal" à combattre: la bourgeoisie des Etats fascistes par exemple et prôner une "alliance momentanée" avec l'autre adversaire : la bourgeoisie des "Etats démocratiques" -ou inversement. Au lieu de cela, la gauche italienne a développé la seule position révolutionnaire possible : l'égale dénonciation des deux camps qui s'affrontaient en montrant que ces camps s'étaient élevés sur le tronc commun du capitalisme pourrissant en passant sur le corps de la défaite ouvrière et de la vague révolutionnaire.

Les conflits du Moyen-Orient ne sont que le reflet de la même situation réelle ; il n'y a qu'une seule attitude révolutionnaire possible : entre les camps impérialistes qui s'affrontent, il n'y a pas à choisir, ou ce choix se fait toujours contre les intérêts du prolétariat.

De fait, l'attitude du PCInt aboutit à laisser tomber les intérêts du prolétariat sur plus de la moitié de la planète. Cela n'a plus rien à voir avec l'internationalisme qu'il revendique : *"L'internationalisme ne peut signifier que lutte intransigeante contre tout "mouvement national" qui n'est aujourd'hui jamais autre chose qu'un moment d'un conflit inter-impérialiste, et contre tous ceux qui s'en font les apologistes"* ("Nation ou classe", p.8).

La confusion sur cette question n'est plus la manifestation d'un "anachronisme".

La question qui se pose aujourd'hui à la société, c'est guerre ou révolution. La moindre confusion sur une question comme le soutien à une quelconque fraction de la bourgeoisie amène à se placer sur le terrain de la classe ennemie, qui est le terrain de la guerre, à l'opposé de celui de la révolution.

Y.D.

réunions publiques

AIX-EN-PROVENCE
Permanence : mercredi 10 Novembre, de 19h à 20h, au café de "La Madeleine", place des Prêcheurs

BORDEAUX
Réunion publique : le 27 Novembre à 17h, au café "Victor Hugo", 52 Cours Victor Hugo, sur le thème:
"Malgré l'offensive de la bourgeoisie (pacifisme, terrorisme, Malouines): l'initiative demeure au prolétariat"
Contacts-diffusion: même jour que la réunion publique, de 10h à 11h au marché Saint-Michel.

LYON
Réunion publique : le 10 décembre à 21 H - MAJO, impasse Métral, Villeurbanne. Le thème n'a pas encore été déterminé.
Permanence : le mardi 7 décembre, à 18 H, à la même adresse.

MARSEILLE
Permanence : mercredi 17 Novembre, de 18h à 19h, à l'"Artistic Bar", 4, Cours Joseph Thierry.

NANTES
Réunion publique : le 5 Novembre à 17h au centre social des Bourderies, sur le thème: "Face à la barbarie et à la crise du capitalisme, les prolétaires n'ont ni patrie, ni économie nationale à défendre".
Permanence : le dernier vendredi du mois, à 20h30, au centre social des Bourderies.
Contacts-diffusion : le 2ème samedi du mois, de 10h30 à 11h30, au marché de la Petite Hollande.

MONTPELLIER
Réunion publique : le 13 Novembre à 17h, salle Lagerbe, 17bis rue Chaptal, sur le thème: "Face à la barbarie et à la crise du capitalisme: les prolétaires n'ont ni patrie, ni économie nationale à défendre".
Contacts-diffusion : le 13 Novembre de 11h à 12h30 au Marché aux Puces.

PARIS
Réunion publique : le samedi 6 novembre à 18 H, au 27, avenue de Choisy, Paris 13e, sur le thème : "Situation en France : l'état de grace est terminé. Lutte autonome du prolétariat !".
Permanence : tous les samedis (sauf le samedi de la réunion publique) à 15 H, au même endroit.

ROUEN
Permanence : le 13 Novembre, à 14h30, à la "Halle aux toiles".

TOULOUSE
Réunion publique : le 26 Novembre, à 21h, à la Cité Universitaire de l'Arsenal, Bâtiment 2, sur le thème: "Malgré l'offensive de la bourgeoisie (pacifisme, terrorisme, Malouines): l'initiative demeure au prolétariat"
Permanence : tous les vendredis, sauf celui de la Réunion Publique, à 18h30. au bar "Le Colbert", avenue de St Exupéry, Pont des Demoiselles.
Contacts-diffusion : les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois, au marché, sur le boulevard (près de la place Jeanne d'Arc) et le 2ème dimanche du mois au marché aux Puces (St Sernin) de 11h à 13h.

Directeur de Publication : D.VAN CELST
N° de Commission Paritaire : 54 267

DIFFUSE PAR LES NMPP

Imprimerie G. TAUTIN, 4, Passage Dieu PARIS 20ème.

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
écrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. BOX 961
Manhattanville Station
365 West 125th Street
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
SWEDEN (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION (R.F.A.)
Post Fach 410308, 5000 KOLN 41

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER	PAR AVION
100 F	110 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER	PAR AVION
55 F	70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :

ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
110 F	110 F	140 F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
60 F	70 F	90 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X PARIS

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) - épuisé
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

la question nationale : une gangrène pour le p.c.i. (programme)

Des questions que le précédent mouvement révolutionaire n'a pu percevoir dans toute leur portée et sur lequel il a commis maintes erreurs, comme la question syndicale et la question nationale, sont devenues aujourd'hui des questions cruciales pour le prolétariat, des questions qui sont au coeur de l'enjeu historique posé par la situation présente.

Sur de telles questions, il sera de moins en moins possible de flotter entre deux rives : le terrain de la bourgeoisie et le terrain du prolétariat.

Quand ce sont précisément sur ces deux questions qui exigent au maximum des révolutionnaires des réponses claires, des prises de position vigileantes fondées sur des bases historiques les plus fermes et les plus sérieuses, qu'une organisation comme le PCInt (Programme Communiste) est le plus incapable de s'appuyer sur des bases solides pour étayer ses prises de position, on mesure le risque que court une telle organisation dans la période qui vient.

Le soutien de plus en plus ouvert apporté par le PCInt à la "cause nationale palestinienne" dans la curée impérialiste au Moyen-Orient dévoile l'acuité du danger que recèlent les positions de cette organisation sur la question nationale en premier lieu. C'est en effet un pas supplémentaire qu'est en train de franchir là le PCInt en direction de la désertion du camp prolétarien. Nous ne reviendrons pas sur les prises de position du PCInt sur cette guerre (cf RI n°100). Nous voulons montrer içi qu'elles proviennent d'une erreur de méthode profonde, d'une incapacité à analyser la réalité.

LES FAUSSES BASES DU P.C.Int. SUR LA QUESTION NATIONALE ...

■ Sur la question nationale, le PCInt prétend défendre les positions communistes telles qu'elles ont été mises en avant par le 2ème congrès de l'Internationale communiste puis le congrès de Bakou des peuples d'Orient en 1920. Les thèses de Lyon de la fraction italienne en 1926 reprennent d'ailleurs ce point de vue. Cette continuité ne saurait être contestée. Mais c'est en partant de la situation de l'époque où l'élargissement de la révolution mondiale était encore la perspective de l'I.C. que ces thèses étaient avancées.

En effet, la première condition qu'elle posait pour l'examen des questions nationale et coloniale était que *"le parti communiste... doit considérer comme formant la clé de voûte de la question nationale non des principes abstraits et formels mais en premier lieu une notion claire des circonstances historiques et économiques"*, d'autre part que *"la pierre angulaire de la politique de l'I.C. dans les questions nationale et coloniale, doit être le rapprochement des prolétaires et des travailleurs de toutes les nationalités, de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie"* exigeant *"la subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays à l'intérêt de cette lutte dans le monde entier"*.

Ceci dit, l'I.C. tranchait le problème en affirmant qu'il existait, premièrement une loi de développement inégal du capitalisme:tandis qu'il y avait des pays où le capitalisme avait atteint "son niveau de développement complet" jusqu'à son stade sénile : l'impérialisme. Il y aurait eu en même temps d'une part *"des Etats et des pays arriérés où prédominent les institutions féodales et patriarcales"*, d'autre part *"le phénomène de l'impérialisme qui pèse sur les peuples orientaux, les a empêchés de se développer socialement et économiquement, simultanément avec les classes de l'Europe et de l'Amérique"*, ce qui, d'après ces thèses, exigeait une participation active du prolétariat local et des organisations prolétariennes *"dans des mouvements révolutionnaires d'émancipation nationale"*, et donc, deuxièmement, l'I.C. défendait la possibilité de guerres nationales et le *"droit bourgeois de nations à disposer d'elles-mêmes dans les colonies"* qui auraient eu un contenu progressiste par le fait qu'ils étaient le fondement d'un développement capitaliste indépendant favorisant la formation d'un prolétariat à une plus vaste échelle.

Mais il ne faudrait pas oublier, derrière les résolutions de l'I.C., les débats et les polémiques qui avaient animé tout le mouvement ouvrier au début du siècle -notamment entre Lénine et Rosa Luxembourg où celle-ci face à ces deux questions, défendait la vision du capitalisme comme un processus historique global, unifié, déterminé par le niveau de développement du marché mondial. Elle en concluait que *"dans le monde capitaliste contemporain il ne peut plus y avoir de guerre de défense nationale"* et que le stade impérialiste définissait l'ensemble des rapports capitalistes mondiaux : *"la politique impérialiste n'est pas l'essence d'un pays ou d'un groupe de pays. Elle est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme. C'est un phénomène international, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auxquels aucun Etat ne saurait se soustraire"* ("Brochure de Junius"). L'alternative historique posée dans le monde entier ne pouvait être que "socialisme ou barbarie".

L'histoire a pourtant répondu à ce débat. Au cours des 60 années qui ont suivi la première vague révolutionnaire de 17-23, les événements ont montré jusqu'au coeur même de la période de contre-révolution la fausseté du point de vue défendu par Lénine puis par l'ensemble de l'I.C de l'époque. L'I.C avait bien décelé le changement de période intervenu dans la vie du capitalisme à travers le déclenchement de la guerre impérialiste mondiale et la fermentation internationale de la vague révolutionnaire mais n'a pas su en assimiler toutes les implications.

Tandis que la pseudo-loi du "développement inégal" du capitalisme trouvait son ultime expression dans la théorie de la contre-révolution triomphante: le "socialisme en un seul pays",

-nulle part, les guerres nationales n'ont débouché sur une libération des peuples, ni même sur de formidables libérations de forces productives nouvelles, expression d'un capitalisme juvénile et d'un prolétariat renforcé, mais partout ces guerres ont représenté des moments de la guerre impérialiste se traduisant par l'affermissement des positions de la bourgeoisie et de ses intérêts impérialistes et par l'affaiblissement du poids politique du prolétariat. De tels mouvements où les bourgeoisies nationales pouvaient seules trouver leur intérêt ont toujours été les pions et les otages des stratégies inter-impérialistes comme ils ont servi de débouchés pour leur vente d'armes. Quant aux économies de ces états, elles n'ont pas eu la moindre possibilité de manifester une indépendance quelconque envers les pays plus puissants;

-nulle part les fractions de la bourgeoisie ne se sont révélées "progressistes" mais toutes ont su faire étalage de leur barbarie et de leur cynisme aussi bien dans la guerre "anti-impérialiste" elle-même que dans la "paix" des "jeunes nations" pseudo-indépendantes, à travers l'exploitation féroce du prolétariat local et d'immenses masses miséreuses;

-nulle part les intérêts du prolétariat n'ont été compatibles ni convergents avec ceux d'une fraction quelconque de la bourgeoisie. Mais chaque fois que le prolétariat, à l'instar de la tragédie du prolétariat chinois en 27 trahi par la politique du Komintern, a fait confiance ou s'est allié à une fraction bourgeoise, cela ne l'a conduit qu'à la défaite, au massacre inutile et à un affaiblissement considérable de sa force -et cela aussi bien en Europe (les fronts populaires) que dans le soi-disant Tiers-monde.

Dans la brochure "Nation ou classe", par exemple, notre méthode était de comprendre justement ces implications et l'orientation prise par le capitalisme dans le cadre de sa décadence générale et dans le cadre d'une défaite provisoire du mouvement ouvrier à partir de l'expérience concrète: *"une autre tendance principale, après la seconde guerre mondiale a été toute une nouvelle prolifération de guerres nationales à travers lesquelles les impérialismes dominants ont cherché à défendre ou à défendre les sphères d'influence qui ne leur avaient été que provisoirement accordées après la seconde guerre mondiale.*

La guerre en Chine, la guerre de Corée, celle du Vietnam, celles du Moyen-Orient et de partout ailleurs, toutes ont été la conséquence du rapport de force établi après la seconde guerre mondiale, de l'incapacité persistante du capitalisme à subvenir aux besoins les plus élémentaires de l'humanité, ainsi que de l'extrême décomposition sociale des anciennes régions colonisées" (p.28).

A rebours de cette méthode, le PCInt au lieu d'analyser la réalité qui se déroulait sous ses yeux en la reliant à une dynamique historique, a cherché à théoriser les événements pour les faire entrer dans le cadre à priori de la justification intégrale des prises de position et des analyses du mouvement révolutionnaire comme si celui-ci était un pape infaillible et ne pouvait commettre d'erreurs d'appréciation. Alors que, de Marx à Lénine en passant par Engels, Rosa Luxemburg et même Trotsky, ceux-ci ont été capables de réviser leurs analyses à la lumière de la réalité vivante de l'histoire.

A ce niveau, le PCI a pleinement subi le poids de la contre-révolution en voulant trouver dans la réalité à travers la question nationale, un substitut au prolétariat, momentanément incapable de faire face et d'accomplir ses tâches historiques.

A. Bordiga, leader historique du PCI sort précisément du long silence de sa retraite en pleine contre-révolution pour saluer "l'éclatant réveil des peuples de couleur" face "au putride occident". Il déclarait: *"le travail du stalinisme a vraiment consisté à asiatiser l'Europe... au sens où il s'agissait d'emprisonner la race blanche pour des siècles et des siècles dans la forme sociale bourgeoise, de même que la race jaune était emprisonnée dans la forme despotique-féodale, dont l'Europe pouvait se vanter d'être sortie... mais l'Asie n'est plus immobile elle fermente, elle combat. Honneur à*

(suite p.7)

> POUR LE VRAI REVOLUTIONNAIRE, NATURELLEMENT, IL N'Y A PAS DE "QUESTION PALESTINIENNE", MAIS UNIQUEMENT LA LUTTE DE TOUS LES EXPLOITES DU PROCHE-ORIENT, ARABES OU JUIFS Y COMPRIS, QUI FAIT PARTIE DE LA LUTTE PLUS GENERALE DE TOUS LES EXPLOITES DU MONDE ENTIER POUR LA REVOLUTION COMMUNISTE.
>
> ("Bilan" n°32, 1936, bulletin de la fraction italienne de la gauche communiste.)

REVOLUTION INTERNATIONALE
est la publication en france du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ *Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.*

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ *La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.*

■ *La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.*

■ *Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.*

■ *Les soit-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.*

■ *A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.*

■ *Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.*

■ *Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.*

■ *Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.*

■ *Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".*

■ *Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.*

■ *NOTRE ACTIVITE*

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.